

Le 11/05/2022

CESER OCCITANIE / UIMM OCCITANIE /UIMM GARD-LOZÈRE



En Occitanie comme en France : il n'y a pas d'industrie sans énergie, il n'y a pas de souveraineté sans indépendance énergétique

La crise sanitaire que nous traversons depuis plus de 2 ans a montré à tous les Français qu'il n'y avait pas d'activité industrielle suffisante en France puisque nous devons pratiquement tout importer : médicaments, produits sanitaires, de protection et de prévention, matériel chirurgical, respirateurs, semi-conducteurs pour l'industrie automobile. La crise politique en Europe, conséquence de la guerre déclarée par Poutine à l'Ukraine, provoque une crise économique mondiale avec un impact direct très important sur la question de l'énergie.

Les rapports du GIEC s'ajoutent à toutes les crises et nous obligent à accélérer la prise en charge des conséquences du changement climatique en assurant la transformation de notre modèle de développement économique.

Pour réussir la mise en œuvre du plan « France 2030 » en faveur de l'industrie, il faut sécuriser notre indépendance énergétique par le développement des énergies décarbonées disponibles 365 jours sur 365 : à savoir l'hydroélectricité et plus encore l'énergie nucléaire qui sont les seules énergies disponibles et pilotables à tout instant en fonction de la demande et des besoins, et développer les énergies renouvelables nécessaires pour le mix énergétique accompagnant la mise en œuvre du plan nucléaire.

Or cette énergie, le nucléaire, permet depuis 50 ans à la France d'avoir le prix du kilowatt le moins cher d'Europe et 50 % moins élevé qu'en Allemagne. Au moment où la transformation de l'industrie est mise en œuvre par les entreprises avec la décarbonation des activités, les besoins en énergie électrique sont considérables. Par exemple pour développer la nouvelle filière de l'hydrogène vert, le réseau des bornes électriques pour recharger les batteries, le nombre de véhicules électriques en France (421 000 fin 2020), sera multiplié par 30 en 15 ans.

La filière nucléaire représente 220 000 emplois en France et 12 000 emplois en Occitanie, c'est la 2^e filière de production industrielle de la région.

Le plan France 2030 doté de 30 milliards pour l'industrie rappelle les besoins très importants en électricité.

L'UIMM et le CESER Occitanie rappellent le rôle de l'État pour la planification des investissements nécessaires pour notre autonomie stratégique.

La réindustrialisation de la France est un engagement de longue durée, comme doit l'être aussi la mise en œuvre d'un plan de long terme, présenté le 10 février par le Président de la République, en faveur des énergies décarbonées que sont le nucléaire et l'hydroélectricité. Pour information, la Cour des Comptes, en mars 2018, a rappelé à la Commission des Finances du Sénat que les énergies intermittentes que sont l'éolien et le photovoltaïque ont coûté 43 milliards d'euros d'argent public en 10 ans pour seulement 2,5 % d'énergie envoyée dans les réseaux et 10 milliards d'euros

supplémentaires pour la construction des réseaux, soit 53 milliards d'euros !!! Ce qui équivaut à l'argent nécessaire pour financer le grand carénage des centrales nucléaires qui produisent 70 % de nos besoins en électricité. La gravité de la situation politique de l'Europe et du monde exige de renforcer durablement l'indépendance énergétique, celle de la France et aussi de l'Europe ! C'est le rôle de l'État.

Pour ces raisons, l'UIMM Occitanie, l'UIMM Gard-Lozère et le CESER Occitanie rappellent la nécessité de développer la filière nucléaire ainsi que les énergies renouvelables dont l'hydroélectricité, ainsi que l'éolien flottant à condition d'avoir pour ce dernier une stratégie industrielle permettant de disposer pour son démarrage de 50 % de produits *made in France*.

L'indépendance énergétique et la souveraineté de la France comme de la région imposent de garder cette énergie dans le domaine de la puissance publique, aussi pour des raisons de sécurité ; l'actualité et la dérégulation du marché de l'énergie le nécessitent. L'éolien flottant peut être un complément utile d'énergie renouvelable, à condition d'avoir une stratégie industrielle de production puisque les produits liés à l'éolien terrestre et le photovoltaïque sont fabriqués en Chine, en Allemagne, au Danemark et assemblés en France. Les 100 000 emplois revendiqués pour la filière sont des emplois de services, de réparation, d'entretien.

« Faire le choix du long terme pour un État stratège et planificateur »

Repenser la stratégie de filière : l'UIMM et le CESER Occitanie considèrent nécessaire de structurer sur le long terme la filière nucléaire et des énergies renouvelables dans le cadre d'un service public de l'énergie, permettant de négocier des retombées pour les entreprises de la filière en raison des énormes investissements prévus, 4,5 milliards pour la centrale du Tricastin et 1 milliard pour celle de Golfech. L'accès au marché est ainsi créé pour les PME et les PMI dans les territoires concernés. **Nous proposons aussi d'inclure dans la stratégie de filières 2 considérations : l'amont de la filière par l'organisation et la préparation de l'accès aux compétences nécessaires ; l'aval de la filière en structurant et développant les entreprises qui permettent de concrétiser une stratégie industrielle pour ne plus renforcer le commerce extérieur des autres pays et donc en aggraver les déficits.**

« Une industrie, un territoire »

Investir dans les compétences : mieux orienter, mieux former

Depuis 2 ans la filière nucléaire s'est organisée. Le concept d'université nucléaire a trouvé une application concrète. Le système de bourse proposé par l'Université des métiers du nucléaire et la création de formations professionnelles nouvelles mise en place par le lycée des Métiers Albert Einstein de Bagnols-sur-Cèze avec le parrainage d'EDF, du CEA et soutenus par la Région Occitanie en sont un très bon exemple. Il en est de même pour la convention signée par la ministre de l'Industrie Agnès Pannier-Runacher le 14 mars à Bagnols-sur-Cèze concernant un partenariat entre le lycée Einstein et l'Université des métiers du nucléaire ; et la décision de l'entreprise Orano Melox du site de Marcoule de créer une École de métiers du recyclage du nucléaire permettant de former sur 3 ans 250 salariés par alternance pour répondre aux besoins du site et des sous-traitants.

C'est un signal fort d'un investissement très important de 18,3 millions d'euros sur 3 ans au titre du plan de relance.

Pour réaliser les objectifs du Grand Carénage et du nouveau nucléaire, il faut former au plan national 4000 ingénieurs par an, autant de BTS et de techniciens pour toute la filière.

La Région Occitanie doit devenir un partenaire de l'Université du Nucléaire, avec la Région Sud.

La nécessaire mixité des formations comme des offres d'emploi doit être rappelée à tous les échelons, tant pour l'orientation que pour l'accès aux emplois des femmes de la Région Occitanie.

L'ambition du plan nucléaire annoncé par le Président de la République à Belfort le 10 avril 2022, oblige à mettre en œuvre les préconisations identifiées par l'enquête UIMM fin 2021 sur les besoins en compétences.

« Savoir travailler, réfléchir et proposer ensemble »

À cet effet, le CESER et l'UIMM souhaitent que soit organisé un dialogue territorial, en associant bien sûr les centrales syndicales des entreprises de la filière mais aussi les parents d'élèves, les familles, la communauté enseignante, la Région,

le Rectorat, pour faire la promotion des métiers et des propositions ouvertes pour la filière pour de très longues années. Cela doit commencer dès la 4^e et jusqu'au lycée. Bien entendu les écoles d'ingénieurs seront impliquées en faisant toujours le lien avec d'autres filières pour l'aéronautique, le spatial, le ferroviaire qui ont besoin des compétences des ingénieurs formés sur les questions énergétiques. Faire des propositions sur l'orientation, l'emploi, les qualifications nécessaires participera à la promotion des territoires.

La consolidation de la filière énergie doit permettre de renforcer la place des PME-PMI dans l'accès au marché.

« Des relations économiques nouvelles au bénéfice des territoires »

C'est un objectif, par la création d'une convention de relations nouvelles entre la direction du nucléaire d'EDF et les entreprises représentées par l'UIMM d'organiser une accélération dans l'accès aux investissements que déclenche le grand carénage aujourd'hui, et demain les nouveaux EPR pour le tissu des PME-PMI des bassins d'emploi concernés. Il faut permettre aux PME-PMI d'accéder à 30 - 40 % des parts de marché pendant la mise en œuvre des investissements. C'est un enjeu considérable pour l'emploi et le renforcement en compétences de tout le tissu des PME-PMI.

Cette stratégie a été proposée le 3 décembre 2021 au siège de l'UIMM à Paris et acceptée par le GIFEN, Groupement des Industriels français de l'énergie nucléaire. La filière nucléaire qui représente 220 000 emplois en France et 12 000 emplois de production en Occitanie doit donc être renforcée au bénéfice des entreprises des Régions Occitanie et Sud.

« La sûreté de la filière »

Bien évidemment le CESER et l'UIMM réaffirment la nécessité pour la filière nucléaire que soit toujours préservée la très grande sûreté des installations avec toujours les exigences de l'autorité de sûreté du nucléaire (ASN), l'expertise d'une référence mondiale.

« La filière doit bénéficier des efforts continus de la recherche et de l'innovation pour un atome sans déchets »

Le CESER et l'UIMM rappellent les moyens financiers très importants au plan international pour produire un atome sans déchets. C'est l'enjeu du programme ITER à Cadarache en France avec un budget de recherche de 17 milliards financé par près de 25 pays pour la fusion de l'atome. À ce jour, 2 startups, une française, l'autre américaine viennent de réussir leurs premières expérimentations. La Suède a décidé de faire le même choix que la France pour la préservation des déchets utiles par enfouissement profond. La Suisse vient de suivre ce choix par la construction d'une centrale nucléaire et le même mode de gestion des déchets à venir.

En conclusion :

Il y a 15 ans la France était le 1^{er} pays au monde pour l'énergie nucléaire et son poids dans l'économie et les échanges. Aujourd'hui elle est au 5^e rang à cause des renoncements de la politique sans aucun débat public. Nous sommes désormais après la Chine, la Russie, les USA et la Corée du sud.

Il est temps de se ressaisir et de consolider notre indépendance énergétique.

Il en va de notre avenir pour réussir la réindustrialisation de notre pays, sa transformation industrielle et économique et relever l'enjeu de la lutte du réchauffement climatique. Un autre point fondamental dans le contexte actuel, et sans doute durable, d'augmentation du prix des énergies dans le monde : La production d'électricité nucléaire est indispensable pour réussir une transition énergétique financièrement et socialement acceptable pour nos concitoyens.

Il nous faut bien sûr rappeler l'indispensable effort de sobriété avec une énergie disponible dans une France et une Europe sans carbone à l'horizon 2050.